

GESTION DE LA CONTINUITÉ DE SERVICE

Les entreprises algériennes sont déjà réactives

Les entreprises algériennes, notamment celles qui opèrent dans les télécommunications, les services financiers et de transport, sont davantage réactives pour assurer la continuité de service, même en cas d'imprévus ou d'accidents touchant leurs services informatiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une discontinuité de service survenue au niveau des services informatiques d'une entreprise et provoquée par divers facteurs, représente un coût, certes d'ordre financier mais nuit également à l'«image» de cette société. C'est ce que le responsable Serveurs & Outils de développement-Afrique du Nord-Moyen Orient-Pakistan Microsoft, assurait hier à l'hôtel Hilton. Intervenant à l'occasion de la troisième édition des Technology Days qu'organise la société Comparex Algérie, intégrateur de solutions informatiques à haute valeur ajoutée, Stéphane Consalvi a estimé que l'entreprise ou l'organisme se doit d'avoir une démarche anticipative, proactive en vue justement d'éviter cet impact ou d'en minimiser l'intensité.

En effet, l'impact financier d'un dysfonctionnement imprévu, aléatoire des réseaux informatiques, qu'il soit provoqué par une catastrophe naturelle ou par une coupure d'électricité ou autre facteur, varie en termes d'intensité, de durée et peut être cependant atténué. Une panne de 24 heures peut ne pas avoir d'impact



Photo : DR

Stéphane Consalvi déconseille l'improvisation.

négligé pour une entreprise tandis qu'une panne de quelques minutes peut être préjudiciable, mais essentiellement en termes de réputation. Ainsi, l'opérateur économique ou autre est appelé, explicitera le représentant du leader mondial du logiciel, «à réfléchir» et être «proactif».

Soit, l'opérateur devra définir, avant la survenue de tout problème, et de manière «concertée» avec ses différents départements et sur la base d'une «priorisation», les besoins, les problèmes éventuels et les niveaux de réactions nécessaires (que faire en cas de panne ? ...). L'opérateur devra ainsi définir les

niveaux de sécurité appropriés et les conditions de la bonne gestion des données et de la reprise de l'activité. Ce qui requiert, non pas «l'improvisation», précise Stéphane Consalvi, mais une démarche bien optimale, basée sur la formation des collaborateurs, «une bonne gestion de l'élément humain», la «communication».

Mais aussi la mise en œuvre de «procédures» fixées, «écrites» et le recours aux services et Solutions informatiques adéquates fournies par les différents constructeurs ou éditeurs, une réaction optimale en cas de dysfonctionnement et une capacité de relance totale ou optimisée de l'activité. Or, une démarche proac-

tive, réactive et optimale que les entreprises algériennes, notamment celles dont l'activité repose principalement sur les technologies de l'information et de la communication, adoptent davantage.

Qu'il s'agisse de l'implémentation de data centers (centres d'hébergement et sauvegarde de données ...), dans laquelle la société nationale de l'électricité et du gaz s'est engagée résolument et de manière pionnière, la mise en place de serveurs de secours, la sauvegarde des données en cloud, nombre d'entreprises nationales activant dans les télécommunications, les services financiers et le transport s'engagent dans une dynamique de gestion active de la continuité de services.

A ce propos, le directeur général de Comparex Algeria, Djaoed Salim Allal, indiquera en marge de cette manifestation que sa société engage un partenariat global avec l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis, portant sur la fourniture de solutions dédiées, la mise en place de data centers....

Des solutions software et hardware, des outils et produits de Business Continuity Management, présentés par divers constructeurs et éditeurs d'envergure (Microsoft, IBM, VMware, Intel Security) que des professionnels et managers d'entreprises, au nombre de 150, ont pu ainsi découvrir hier, à l'occasion de ces Technology Days qu'organise la société Comparex Algérie, après deux précédentes éditions consacrées en 2012 à la Virtualisation et en 2013 au Cloud.

C. B.

DROIT DE LA CONCURRENCE AU CONSENSUS MONDIAL

Un signe d'attractivité pour les investisseurs

Le droit de la concurrence n'est pas un luxe mais une nécessité. Selon des experts, les règles de la concurrence conformes au consensus mondial permettent l'attractivité des investisseurs.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le président de l'Autorité de concurrence de la France, Bruno Lasserre, la concurrence est un service de l'économie toute entière. Elle convainc de la nécessité des réformes économiques. Elle peut aussi être favorable à la croissance et à l'innovation. «En période de croissance comme en période de crise, il faut de la concurrence pour libérer les énergies, inciter les entreprises à innover et à créer de l'emploi», a-t-il affirmé hier, lors du séminaire national sur l'application du droit et de la politique de la concurrence en Algérie, tenu à Alger.

Une concurrence qui n'est point un luxe des pays développés. «L'existence d'un droit de la concurrence n'est pas un luxe mais une nécessité, et l'Algérie

a justement fait ce choix», a-t-il ajouté.

M. Lasserre souligne ainsi la «sensibilité» des investisseurs à l'attractivité des pays en fonction des normes appliquées en termes de concurrence. «L'existence des règles de la concurrence prévisibles, égales pour tous et claires est un élément très important pour les investisseurs», assure-t-il.

Selon lui, la réussite de l'Algérie dépendra de la conformité du droit et de la politique de la concurrence au consensus mondial. «Pour convaincre les acteurs économiques à l'investissement en Algérie, il faut démontrer qu'il existe des règles au consensus mondial. Cela permettra une attractivité plus forte dont l'économie algérienne a besoin», a-t-il encore dit.

S'agissant du conseil de la concurrence de notre pays, l'intervenant estime qu'il a permis de développer la coopération bilatérale entre l'Algérie et la France. «Le Conseil de la concurrence a été redynamisé et nous attendons de lui de jouer non seulement un rôle efficace dans la lutte contre les abus de position dominante mais aussi de

contribuer à la réforme économique».

Créé en 1995, le Conseil de la concurrence n'a été réactivé qu'en janvier 2013. Une institution qui avait pourtant activé et rendu des décisions contre des entreprises qui exerçaient le monopole jusqu'à 2003, précise son président, Amara Zitouni. Faute de renouvellement des mandats de ses membres, le Conseil de la concurrence a cessé ses activités. Affirmant que la concurrence en Algérie est encore à l'état embryonnaire, M. Zitouni reconnaît les difficultés de démarrage. «Cette rencontre est une occasion pour identifier ces difficultés et essayer de les surmonter afin de permettre au conseil de trouver sa place parmi l'édifice institutionnel», dit-il. Il évoque également le projet de création d'une organisation maghrébine de la concurrence qui sera débattu entre les Conseils des trois pays : Algérie, Maroc et Tunisie. Le Conseil de la concurrence envisage ainsi de s'imprégner de l'expérience de ses homologues marocain et tunisien et d'«en tirer profit».

R. N.

POUR LA CÉLÉBRATION DE SON DIX-NEUVIÈME ANNIVERSAIRE

Un timbre à l'effigie du HCA

Le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), a célébré, hier, le dix-neuvième anniversaire de sa création. Pour marquer cet événement, Algérie Poste a émis un timbre postal à l'effigie de cette institution.

Assad El Hachemi, président du HCA, estime que plusieurs défis attendent cette organisation qui compte faire du travail de terrain sa priorité. Ainsi, le cheval de bataille du HCA est l'élargissement de l'enseignement de la langue amazighe à toutes les wilayas.

Actuellement, seules 11 wilayas ont intégré l'enseignement de cette langue dans les établissements primaires.

Pourtant, cet acquis, qui est l'introduction de la langue dans le système éducatif, a été arraché suite à la grève du cartable de 1995 avec plus d'un million d'élèves ayant boycotté l'école.

En plus de sa généralisation, le HCA demande à ce que l'enseignement de la langue amazighe soit obligatoire et non optionnel comme c'est le cas actuellement. A ce sujet, M. Assad prévoit de soumettre sa doléance à la ministre de l'Education nationale. S'agissant de l'officialisation de tamazight, ce responsable estime que le HCA ne se focalise pas dans l'immédiat sur ce dossier. L'institution, pour l'instant, se concentre, dit-il, sur le fait de donner une visibilité aux auteurs et aux thèses de doctorat d'état, une quarantaine, ayant traité sur le sujet de l'amazighité et qui se retrou-

vent dans les tiroirs des universités sans qu'elles soient exploitées. Le HCA fait aussi de l'édition et du multimédia ses priorités.

D'ailleurs, le HCA clôturera l'année en organisant une résidence d'écriture et de traduction à Taghit dans la wilaya de Béchar.

En janvier 2015, le HCA a programmé, en collaboration avec le ministère de la Culture, la tenue de la 14^e édition du Festival du film amazigh à Timimoun à Adrar. Cet organisme prévoit, par ailleurs, la création d'une académie de la langue amazighe.

Un projet, estiment ses initiateurs, qui est en mesure de répondre à toutes les questions liées au dossier de l'amazighité.

S. A.

Pour Lucette, (...)

Qui sinon toi
Patrie au cercueil décloué
Qui souffle aux lèvres de Lucie en veste rouge.

Le cri de Houriya emmurée (...)
Kateb Yacine
(extrait Le fourgon cellulaire)

Lucie Safia Hadj Ali née Larribère n'est plus. Les lèvres de «Lucie en veste rouge», c'est Lucette que célèbre Kateb Yacine, ont rendu leur dernier souffle. Celle que tout le monde appelait Lucette, est décédée lundi matin à la Seynes-sur-Mer, près de Toulon, entourée de ses enfants. Elle repose loin de l'Algérie qui l'a vue naître et qu'elle a aimée de toutes ses forces. Sincèrement et passionnément. Jusqu'à ce dernier souffle. Après une vie accomplie, elle s'en est allée en ce mois de mai rejoindre son amour, Bachir Hadj Ali, parti en mai lui aussi.

Née à Oran en 1920 dans une famille de militants, Lucette, tout comme ses sœurs Suzanne, Paulette et Aline, s'est naturellement engagée contre le système colonial, contre toutes les injustices, contre toutes les oppressions. Celles qui brutalisent les peuples et les femmes.

Lucette était une combattante. Depuis bien avant 1954 et jusqu'à la fin de sa vie, elle a été de toutes les luttes pour la liberté, l'émancipation des femmes et le progrès social. Son courage n'a d'égal que sa modestie. Et c'est avec une immense pudeur qu'elle a accepté enfin de livrer son *Itinéraire d'une militante algérienne* et de publier les lettres que lui adressait Bachir pendant la longue et douloureuse séparation qu'ont imposée les auteurs du coup d'Etat de 1965 à tous ceux qui s'y étaient opposés.

Plus tard, en 1993, Lucette a quitté l'Algérie, la mort dans l'âme. Il a fallu toute la force de persuasion de ses camarades pour décider celle qui ne redoutait rien, à s'éloigner de sa terre natale. Elle a trouvé refuge auprès de ses enfants. Elle est retournée en Algérie dès qu'elle l'a pu et jusqu'à ce que son état de santé ne lui permette plus de se déplacer.

Lucette ne s'est pas éteinte car chacune et chacun de nous garde vivante la flamme passionnée de son regard. A Alger, Oran, Marseille et Paris, sa révolte contre le code de la famille et contre toutes les injustices résonne encore. Que Lucette repose en paix.

Les amies de Lucette

